

Triple assassinat des Kurdes à Paris: l'étau se resserre autour du MIT

Le 9 janvier 2013, trois militantes kurdes sont abattues en plein Paris. L'enquête mettra au jour les liens entre le principal suspect et le MIT, les services secrets turcs. Des récents éléments issus d'une enquête menée en Belgique viennent confirmer cette piste.

Dans la galaxie des crimes inexplicables, il y a ces meurtres sans coupable. Énigmes humaines sur lesquelles les enquêteurs se brisent les dents durant de longues années. Et puis il y a ces autres affaires qui, même si l'auteur a bien été appréhendé, gardent tout leur mystère, des réelles motivations du tueur jusqu'aux identités d'éventuels complices. Comme cet encombrant dossier du triple assassinat de militantes kurdes, trois femmes froidement exécutées en plein cœur de la capitale il y a maintenant huit ans par Ömer Güney, un trentenaire de nationalité turc.

En 2015, il est renvoyé devant la Cour d'Assises spécialement composée pour "assassinat, participation à un groupement formé en vue de la préparation d'actes de terrorisme et tentative d'évasion". Dans son ordonnance de renvoi, la magistrate souligne "les accointances avec le service de renseignement turc (MIT) avec lequel il était en contact". Mais le procès n'aura jamais lieu. Ömer Güney meurt en prison à la fin de l'année 2016 d'une tumeur au cerveau emportant avec lui l'extinction de l'action publique à son égard ainsi que ses secrets.

Mais les récentes avancées des enquêtes menées en France – l'instruction ayant été rouverte en 2019 – mais également en Belgique pourraient enfin éclaircir les mystères autour de l'identité des commanditaires de cette tuerie. Dans son édition du 14 mars dernier, le JDD a publié des extraits d'un document de la justice belge qui pointe les liens entre Ismail Hakki Musa, ancien ambassadeur de Turquie en France, et une équipe clandestine suspectée de préparer un "attentat potentiellement imminent contre des politiciens kurdes de premier plan en Belgique". Commando qui pourrait également avoir joué un rôle dans l'assassinat des militantes kurdes.

Un document qui vient s'ajouter à une longue liste d'indices pointant tous dans la même direction: les services secrets turcs. "C'est un dossier explosif pour le pouvoir turc, gronde Antoine Comte, l'avocat des familles des militantes assassinées. Nous avons affaire à l'activité illégale des services secrets turcs dans toute l'Europe !"

Retour en 2013. Dans la nuit du 9 au 10 janvier, Sakine Cansiz – une des fondatrices du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) avec Abdullah Öcalan –, Fidan Dogan et Leyla Saylemez sont retrouvées mortes dans un appartement du 147, rue La Fayette. Elles ont été victimes d'un tueur méthodique. Comme l'indique le rapport d'expertise à l'époque, "l'hypothèse la plus probable (...) est l'intervention d'une seule personne munie d'une seule et même arme", en l'occurrence un pistolet semi-automatique de calibre 7,65. La scène n'aurait duré qu'"une trentaine de secondes".

Sakine Cansiz a été abattue de trois balles dans la tête, une à l'arrière, deux à la tempe. Fidan Dogan, de quatre balles, dont une tirée à l'intérieur de la bouche, et Leyla Saylemez, de trois balles reçues sur le côté droit du crâne. Les voisins n'ayant rien entendu, les enquêteurs penchent pour l'utilisation d'un silencieux. Durant ce laps de temps de 30 secondes, le tueur a rechargé son arme au moins une fois. Un travail de pro.

L'entourage des victimes va rapidement mettre les policiers sur la piste d'Ömer Güney. Arrivé dans la région parisienne en 2011, ce jeune homme turc était devenu au fil du temps l'homme à tout faire des dirigeants du PKK en France. Pour se faire adouber, il avait expliqué être dans une démarche de recherche de ses origines kurdes, ce qui aurait provoqué une rupture totale avec sa famille aux idées nationalistes bien trempées. Mais en garde à vue, plusieurs éléments vont faire tiquer les enquêteurs sur le véritable profil de ce "Kurde de cœur."

D'abord lorsqu'il demande d'informer le consulat de Turquie de son arrestation... Un geste impensable pour un membre du PKK. Puis, le 20 janvier, la Préfecture de police de Paris reçoit un mail anonyme qui affirme que "le meurtrier est Ömer Güney qui vit en France. (...) Il travaille pour le service des renseignements turcs, le MIT". Le mystérieux corbeau – les enquêteurs n'arriveront jamais à l'identifier – précise, pour étayer ses accusations, que "le 18 décembre (un mardi), il est allé en Turquie pendant trois jours. Je pense que lorsqu'il s'y trouvait, il a reçu des ordres pour les tuer [les trois militantes kurdes]".

Dans son livre Triple assassinat au 147, rue La Fayette, la journaliste Laure Marchand, (également auteure de l'enquête publiée dans le JDD du 14 mars) raconte que "celui qui l'a rédigé [le mail] est bien

informé. Ömer Güney s'est bien rendu en Turquie entre le 18 et le 20 décembre 2012. Le 20 janvier, lorsque le mail atterrit sur la boîte e-mail de la Préfecture de police, les enquêteurs n'ont pas encore connaissance de ce voyage. Ses allers et retours (...) n'ont pas encore été mentionnés dans les médias turcs".

À n'y rien comprendre ? Pas forcément. Comme l'expliquait à Marianne un ancien haut responsable de la DGSE lors d'une précédente enquête, "le MIT est un service très particulier (...) Il y a eu pendant très longtemps trois réseaux qui le structuraient. Les kémalistes, ceux qui se revendiquent des idées d'Atatürk, les gulénistes, soutiens de Fethullah Gülen, et les proches d'Erdogan. De quoi faciliter les fuites pour dézinguer le réseau concurrent en cas de conflit." Ce qui pourrait expliquer les différentes troupes que vont faire les policiers français tout au long de leur enquête.

Comme cet enregistrement audio de neuf minutes publié sur Internet début 2014. Sur cette bande qui a subi de nombreuses coupes, trois hommes évoquent la préparation de plusieurs assassinats de hauts responsables du PKK installés en Europe. L'un d'entre eux reçoit visiblement des instructions. La police scientifique de Lyon, chargée de l'identification vocale, conclut que l'une des voix, celle de l'homme a qui l'on délivre des directives, "a une très forte similitude", avec la voix... d'Ömer Güney.

Deux jours plus tard, une note d'information qui semblerait venir du MIT est publiée sur le Web. Elle a également été envoyée à plusieurs médias turcs. Ce document évoque la présence d'une "source" infiltrée dans les rangs kurdes en région parisienne, ainsi que d'un "légionnaire", sur place également. "Il lui a été ordonné [à la "source"] de préparer contre les personnes de l'organisation préalablement déterminées et ciblées en Europe toute activité d'attaque/de sabotage/d'attentat [...]", peut-on lire. L'une des cibles mentionnées n'est autre que Sakine Cansiz, l'une des trois victimes de la tuerie de janvier 2013.

Et plus les enquêteurs creusent, plus les indices mènent au MIT. En 2014 par exemple, Güney reçoit la visite d'un "ami" venu d'Allemagne alors qu'il est emprisonné. Les écoutes du parloir, sonorisé à la demande des juges, révèlent un projet d'évasion imminent, l'accusé ayant transmis à son visiteur un plan détaillant les besoins nécessaires à l'opération. Ce dernier, interrogé sur cet épisode explique: "Je devais donner la lettre au MIT (...)". Mais la mort de Güney en 2016 anéantit toute chance pour les familles de victimes de voir un jour la vérité judiciaire établie. Sauf que les militants de la cause kurde n'ont pas l'intention de baisser les bras.

En 2017, deux agents d'Ankara en mission dans le nord de l'Irak sont capturés par le PKK. Face caméra, Erhan Pekçetin, les traits légèrement tirés, parle d'une voix calme. Ce cadre du MIT révèle au sujet de l'enregistrement audio de neuf minutes publié sur internet en 2014 que lorsqu'il l'a entendu, "j'ai compris que l'assassinat avait été planifié et exécuté par Ugur Kaan Ayik, notre chef du département des activités séparatistes". À l'époque, les policiers français n'avaient pas su identifier la voix des interlocuteurs de Güney, ce que fait l'espion turc en désignant des dirigeants du MIT. Des noms qui correspondent à ceux en bas de la fameuse note attribuée au MIT.

Un second officier des services secrets turcs, lui aussi capturé lors de l'opération dans le nord irakien, authentifie, là-aussi face caméra, la note en précisant même les postes et les pedigrees des différents signataires. Des témoignages à prendre avec des réserves étant donné les conditions dans lesquels ils ont été recueillis mais qui viennent s'ajouter à un faisceau d'indices particulièrement fourni.

Quant aux informations de la procédure belge dévoilées par le JDD, elles viennent s'ajouter à un tableau judiciaire déjà bien esquissé. Surtout lorsqu'on s'attarde sur la personnalité de l'ex ambassadeur de Turquie en France, Ismail Hakki Musa. Comme le rappelait Slate, dans un portrait qui lui était consacré en 2018, le diplomate était d'abord passé par la case MIT, en tant que numéro 2 de 2012 à 2016. Surtout, il était décrit comme n'appartenant pas "à cette caste des "Mon cher" (en français), le surnom par lequel le président Erdogan brocarde les diplomates européens et kémalistes qui ont longtemps dominé les Affaires étrangères turques."

Ismail Hakki Musa confiait d'ailleurs qu'il faisait partie des cibles lors de la tentative de coup militaire contre Recep Tayyip Erdogan en juillet 2016, tentative qui avait vu notamment les bâtiments du MIT attaqués à l'aide d'hélicoptères et de mitrailleuses lourdes. Un CV qui fait dire à une source kurde: "Cette affaire, qui était vouée à rester inexpiquée, pourrait bien à terme déboucher sur la mise en cause direct du pouvoir turc et d'Erdogan" .

